

Le revenu universel en Finlande, plus d'un an après : une expérience utile

Reportage Slim Allagui
Correspondant en Europe du Nord

Une allocation universelle pour tous: l'idée fait encore débat en Europe. Elle séduit, divise, interpelle sur la scène politique et dans l'opinion publique.

Née de l'imagination de l'écrivain anglais Thomas More au XVI^e qui décrit, dans son livre "Utopie" (1516), une île où les habitants seraient assurés de leur survie sans dépendre de leur travail, elle est reprise en 1797 par son compatriote Thomas Paine, intellectuel engagé dans les révolutions américaine et française, puis par Joseph Charlier, juriste belge qui formulera dans son livre "Solution au problème social" (1848) la première proposition élaborée de revenu universel et en sera l'un des premiers défenseurs.

L'idée d'un revenu de base inconditionnel a fait son chemin depuis. Longtemps débattue, testée à petite échelle dans quelques pays, elle est, pour la première fois en Europe, expérimentée à un niveau national, depuis le 1^{er} janvier 2017 en Finlande.

Le bonheur

Juha Järvinen, 39 ans, se dit "heureux". La Finlande n'a-t-elle pas été désignée le 14 mars par l'Onu comme le pays le plus heureux du monde dans le World Happiness Report 2018 ? Son "bonheur" est de "percevoir un revenu net de 560 euros chaque mois sans conditions", une bouffée d'oxygène après six années de galère, de chômage et la faillite de son entreprise. Dans sa petite ville de Jurva, à 400 km au nord-ouest d'Helsinki, ce père de famille de six enfants, était "aux anges" en recevant le 28 décembre 2016 une lettre de la Sécurité sociale (Kela) l'informant qu'il était choisi par le gouvernement pour bénéficier d'une allocation spéciale. "Un beau cadeau de Noël car j'étais au bout du rouleau", confie-t-il. Il est l'un des deux mille chômeurs, âgés entre 25 et 58 ans, à avoir été tirés au sort pour rece-

voir pendant deux ans ce revenu correspondant aux minima sociaux, dans ce pays où le chômage est de 8,2 % et où le revenu net moyen dépasse les 2 200 euros par personne, selon l'OCDE.

En lançant cette expérience qui lui tient à cœur, après maints débats au Parlement, le Premier ministre centriste Juha Sipilä "cherche à promouvoir l'emploi et à motiver les chômeurs à être plus entrepreneurs". Mais aussi à "simplifier les règles bureaucratiques du chômage et éviter les effets pervers du système de protection sociale qui encouragent la passivité".

Pour Juha Järvinen, qui est sculpteur et vidéaste, la situation était "extrêmement difficile" après la faillite, quelques années plus tôt, de sa société de cadres décoratifs pour fenêtres. "Il était quasiment impossible de contracter un emprunt pour créer une nouvelle entreprise et trouver des petits boulots n'était pas intéressant car ce que je gagnais était décompté de mes indemnités-chômage", se rappelle-t-il.

Selon lui, le revenu universel est "une garantie de salaire inconditionnelle, même si c'est un petit montant. Elle m'épargne le tas de paperasses à remplir à chaque fois que je trouvais un emploi à temps partiel. Ces 560 euros me permettent d'acheter des produits alimentaires pour la famille, et le travail de ma femme et les allocations pour les enfants bouclent le budget du ménage", dit-il. Il a pu enregistrer sa nouvelle entreprise, et ce qu'il "a gagné, environ 1 000 euros par mois, a servi à investir dans de nouvelles machines" et "sans perdre mon revenu universel". "Mon affaire prospère et je suis sûr qu'à la fin de cette année je serai debout sur mes deux pieds", souligne-t-il.

Ces premières réactions positives sont confortées par d'autres témoignages de bénéficiaires aux revenus bas, qui pensent que c'est "une aubaine, surtout pour les auto-entrepreneurs". Tel Tuomas

Muraja, écrivain à Helsinki, "satisfait par ce revenu modeste, qui me donne plus de temps pour me concentrer à écrire et à promouvoir mes livres". "Certes,

le montant du revenu universel ne suffit pas pour vivre, mais je peux accepter maintenant des petits travaux, et autant que je veux, sans craindre de perdre mes allocations comme par le passé lorsque j'étais au chômage."

Volte-face du gouvernement

Pour l'architecte de ce projet à Kela, le professeur Olli Kangas, il est cependant encore *"trop tôt pour en tirer un premier enseignement. Pas question de faire une évaluation provisoire de l'expérience en cours car elle risquerait d'influer sur le comportement des participants"*, affirme-t-il, d'autant qu'*"une période de deux ans n'est déjà pas très longue pour réaliser des changements dans les comportements. Il ne faut pas s'attendre à la publication d'une évaluation finale avant le printemps 2019"*, conclut Olli Kangas.

Mais le gouvernement de centre droit, qui a alloué 20 millions d'euros à ce projet en 2017-2018, n'envisage pas sa poursuite à la fin de l'année, n'ayant pas prévu de budget en ce sens en 2019 et encore moins son extension ou sa généralisation à toute la population – ce qui coûterait jusqu'à 15 milliards d'euros dans un pays de 5,5 millions d'habitants. Tout laisse à penser que le gouvernement, qui a pratiqué la politique de la carotte en offrant le revenu universel, fait volte-face en maniant maintenant le bâton à l'égard des chômeurs. En décembre dernier, le Parlement a donné son feu vert à un projet de loi sur un nouveau modèle, accentuant le contrôle des demandeurs d'emploi qui devront désormais avoir travaillé au moins 18 heures ou suivi une formation d'une semaine au cours des trois derniers mois, au risque de voir leur indemnité diminuer de 4,65 % par mois.

Cette loi controversée a suscité de vives critiques dans l'opinion publique, parmi les chômeurs et au sein des syndicats, entraînant une manifestation de 10 000 personnes le 2 février à Helsinki, devant le siège du gouvernement pour protester contre cette nouvelle mesure qui *"signifie de fait une réduction des allocations-chômage"*. Et quelque 200 000 syndiqués ont observé une grève de 24 heures, le même jour, pour dire "non" à cette loi, paralysant les transports et l'activité économique du pays.

Retour à la réalité. Le revenu de base demeure une utopie, mais aussi une expérience utile à tenter, si limitée soit-elle, reconnaissent ses partisans. Elle demeure un rêve. Dans un autre monde peut-être.

"Une période de deux ans n'est déjà pas très longue pour réaliser des changements dans les comportements."

Le professeur Olli Kangas
L'architecte du projet de revenu universel à la Sécurité sociale (Kela).